



OPALE
OBSERVATOIRE
PARTENARIAL
ÉCONOMIE
EMPLOI
INSERTION

Édition 2021

MAI
2021

Démographie	2
Emploi	3
Marché du travail	10
Insertion	12
Entreprises	14
Immobilier d'entreprise	18
Enseignement supérieur	19
Tourisme	20
Tableau récapitulatif	21

Indicateurs socio-économiques des principales métropoles

- Aix-Marseille
- Bordeaux
- Lille
- Lyon
- Montpellier
- Nantes
- Nice
- Paris
- Rouen
- Strasbourg
- Toulouse

Démographie

Avertissement

Les métropoles sont désignées par leur ville principale dans l'ensemble de cette publication.

Information

*Les 6 EPCI :
Métropole de Lyon,
Saint-Étienne Métropole,
Capi, Vienne Condrieu
Agglomération, CCEL, CA
Villefranche Beaujolais
Saône.

Population

Avec 1,39 million d'habitants en 2017, la métropole de Lyon représente les deux tiers du Pôle métropolitain lyonnais (composé de 6 EPCI*).

En cinq ans, la métropole de Lyon a gagné 61 300 habitants.

Montpellier, Bordeaux et Nantes sont les métropoles où la population progresse le plus. Dans les métropoles où la progression est la plus faible, le solde migratoire est négatif (Paris, Lille, Rouen, Nice et Aix-Marseille).

+0,9%
croissance
annuelle de
la population

Population

Source : Insee-RP

	Population en 2017	Évolution annuelle 2012-2017	Évolution annuelle due au solde migratoire
MÉTROPOLE DU GRAND PARIS	7 057 905	+0,3%	-0,6%
MÉTROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE	1 878 061	+0,4%	-0,1%
MÉTROPOLE DE LYON	1 385 927	+0,9%	+0,03%
MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE	1 170 630	+0,4%	-0,4%
BORDEAUX MÉTROPOLE	791 958	+1,4%	+1,0%
TOULOUSE MÉTROPOLE	771 132	+1,2%	+0,5%
NANTES MÉTROPOLE	646 522	+1,4%	+0,8%
MÉTROPOLE NICE CÔTE D'AZUR	537 999	+0,01%	-0,2%
EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	494 089	+0,6%	0%
MÉTROPOLE ROUEN NORMANDIE	489 844	+0,05%	-0,4%
MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE	472 217	+1,7%	+1,0%
PÔLE MÉTROPOLITAIN	2 100 324	+0,8%	+0,01%

Définitions

L'indice de jeunesse est un indicateur qui affiche le niveau de vieillissement de la population. Il s'agit du rapport entre le nombre de personnes de moins de 20 ans et la population âgée de 60 ans et plus. S'il est supérieur à 1, il témoigne de la prédominance d'une population jeune.

Indice de jeunesse

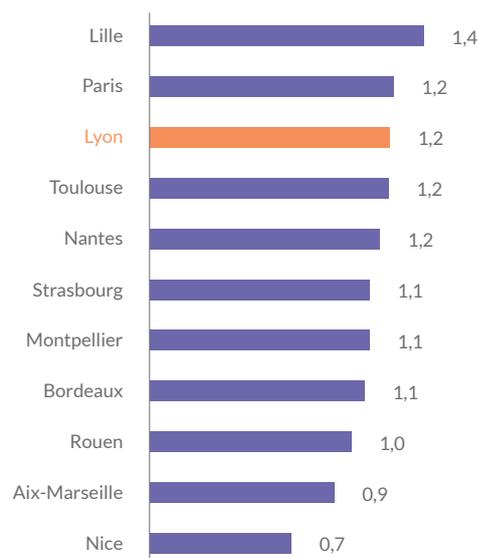
Lille est la métropole où l'indice de jeunesse est le plus élevé : 1,4 soit 1,4 jeune de moins de vingt ans pour 1 personne âgée de 60 ans et plus.

L'indice de jeunesse est le même à Lyon, Paris, Toulouse et Nantes.

À Aix-Marseille et Nice il est inférieur à 1, il y a plus de personnes âgées de 60 ans que de jeunes de moins de 20 ans.

Indice de jeunesse

Source : Insee-RP 2017



Le taux de dépendance économique est le rapport entre la population des jeunes et des personnes âgées (moins de 20 ans et 65 ans et plus) et la population en âge de travailler (20 à 64 ans).

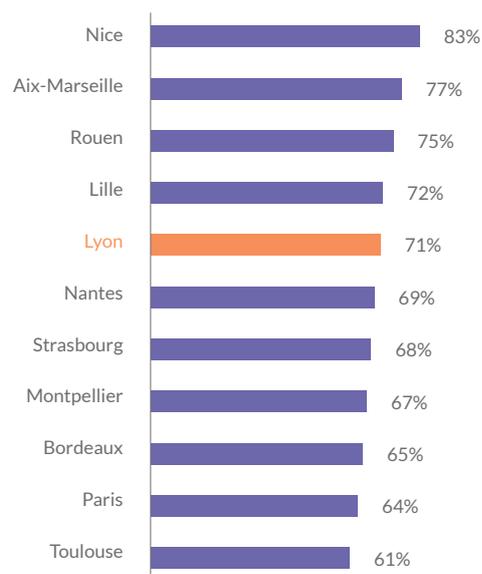
Dépendance économique

C'est à Toulouse, Paris et Bordeaux que le taux de dépendance économique est le plus faible. À l'inverse, c'est à Nice qu'il est le plus élevé.

Avec 71%, Lyon se positionne au septième rang des métropoles. Il y a 71 personnes de moins de 20 ans et de plus de 65 ans pour 100 personnes potentiellement actives (de 20 à 64 ans).

Taux de dépendance économique

Source : Insee-RP 2017



Emploi

Définitions

Les activités **présentielles** sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les activités **productives** ou non-présentielles sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises correspondantes.

Définition

L'économie sociale a été définie à partir d'une liste de catégories juridiques. Elle est constituée de quatre familles : coopératives, associations, mutuelles et fondations.

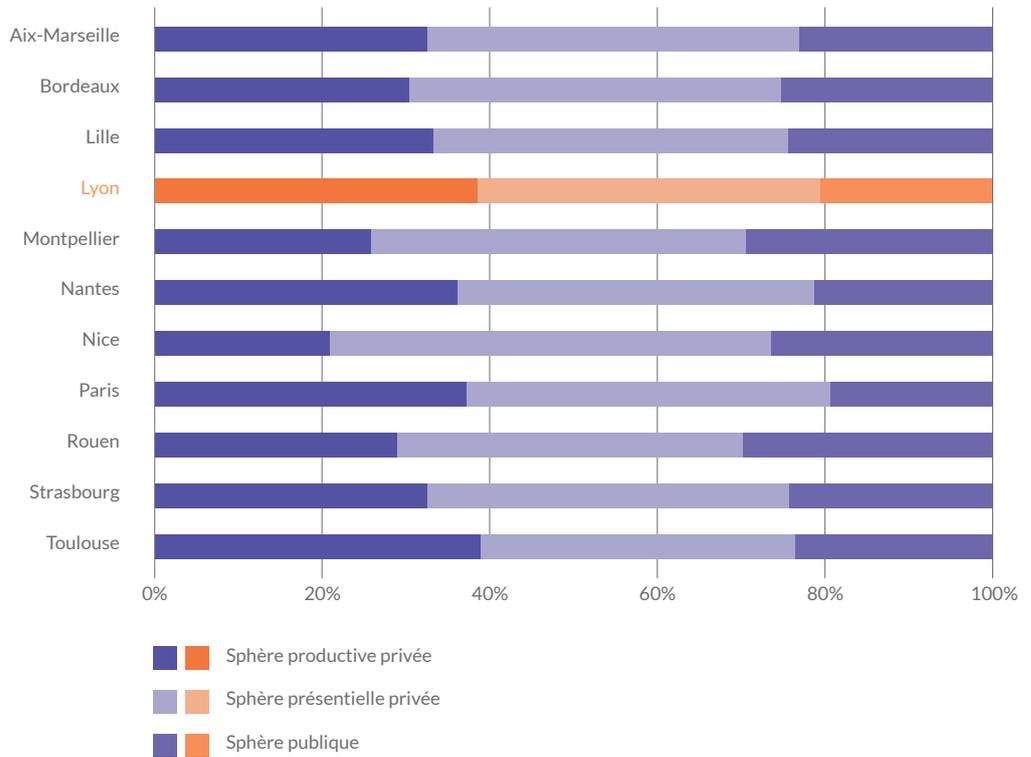
Sphère productive, présentielle, publique

Toulouse et Lyon concentrent le plus d'emplois privés de la sphère productive : 39% de l'ensemble des emplois salariés. Les emplois présentiels privés sont les plus nombreux à Nice (53% des emplois).

Paris est la métropole qui compte le moins d'emplois publics (19% de l'ensemble des emplois salariés), Rouen et Montpellier sont celles où l'emploi public a le plus de poids.

Répartition de l'emploi salarié par sphère (productive, présentielle, publique)

Source : Insee-Flores au 31-12-2018

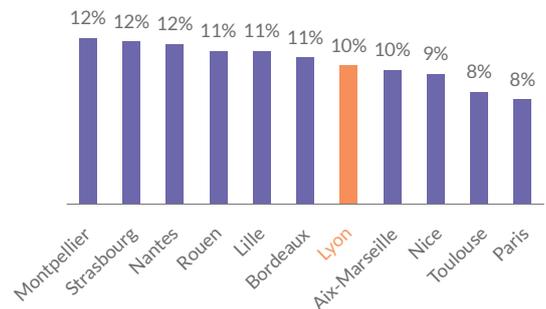


Économie sociale

L'économie sociale représente entre 8% (Toulouse et Paris) et 12% des emplois salariés (Montpellier, Strasbourg et Nantes). À Lyon, la part est de 10%. Ce sont les associations qui emploient le plus de personnes : 82% des emplois de l'économie sociale. 9% des emplois se situent dans les coopératives, 5% dans les mutuelles et 4% dans les fondations.

Part de l'économie sociale dans l'ensemble des emplois salariés

Source : Insee-Flores au 31-12-2018





Définitions

Les fonctions métropolitaines sont cinq fonctions plus spécifiquement localisées dans les grandes aires urbaines. (conception-recherche, prestations, intellectuelles, commerce inter-entreprises, gestion et culture-loisirs).

Les cadres de fonctions métropolitaines (CFM) sont un concept visant à offrir une notion d'emploi "stratégiques". La présence d'emplois "stratégiques" est utilisée dans l'approche du rayonnement ou de l'attractivité d'un territoire.

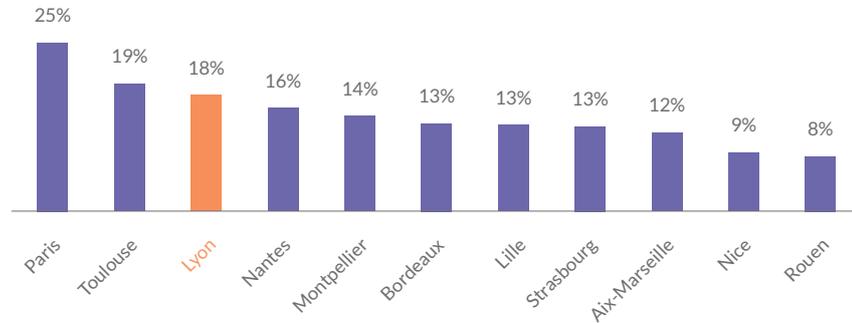
Cadres des fonctions métropolitaines

Le Grand Paris devance largement les autres métropoles concernant la part des cadres des fonctions métropolitaines : un quart des emplois. Avec 19%, Toulouse arrive en

deuxième position (présence d'emplois fortement qualifiés en lien avec le pôle aéronautique). La métropole de Lyon se situe au troisième rang (18%).

Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi total

Source : Insee-RP 2017



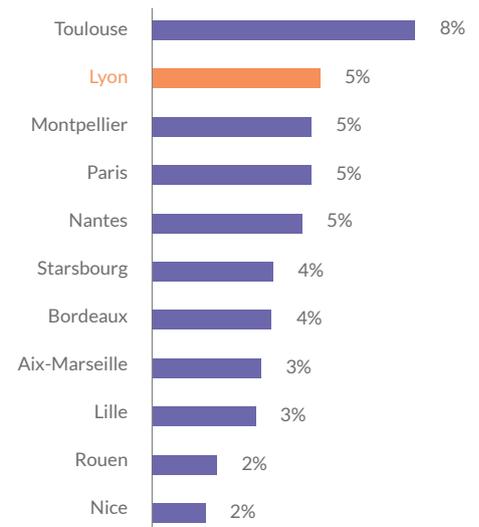
Conception-recherche

Avec 8% de ses emplois dans la conception-recherche, Toulouse Métropole est loin devant les autres villes. Lyon, Montpellier, Paris et Nantes viennent ensuite avec une proportion de 5%.

L'évolution du nombre de ces emplois a été particulièrement forte à Lille, Nantes et Montpellier. Avec +13% Lyon arrive en cinquième position.

Part de la conception-recherche dans l'emploi total

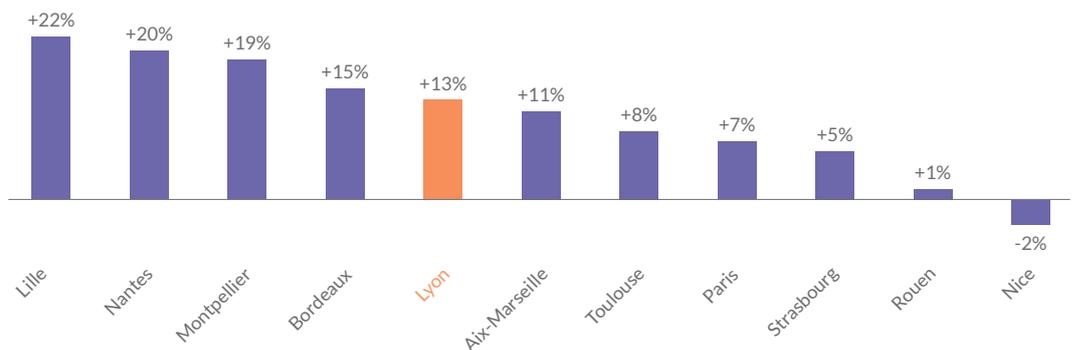
Source : Insee-RP 2017



37 000
emplois
dans la
conception-
recherche

Évolution des emplois de la conception-recherche entre 2012 et 2017

Source : Insee-RP





606 300

emplois salariés
privés

Emploi salarié privé

La métropole de Lyon compte 606 300 emplois salariés privés fin 2019. La métropole d'Aix-Marseille-Provence compte 16 500 emplois de moins.

Nombre d'emplois salariés privés

Source : Acoess-Urssaf 31-12-2019

PARIS	3 468 000
LYON	606 300
AIX-MARSEILLE	589 800
LILLE	411 000
TOULOUSE	358 400
BORDEAUX	319 500
NANTES	291 500
STRASBOURG	194 300
ROUEN	158 800
MONTPELLIER	156 600
NICE	154 800

Répartition de l'emploi salarié privé par secteur d'activité

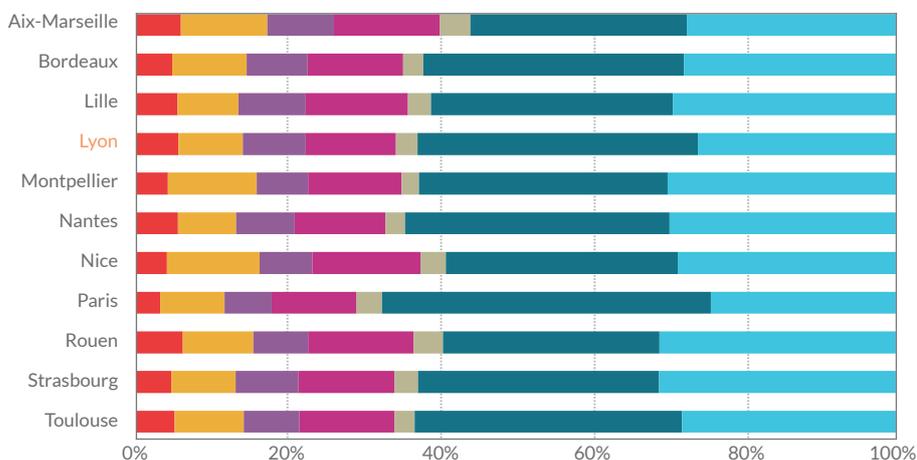
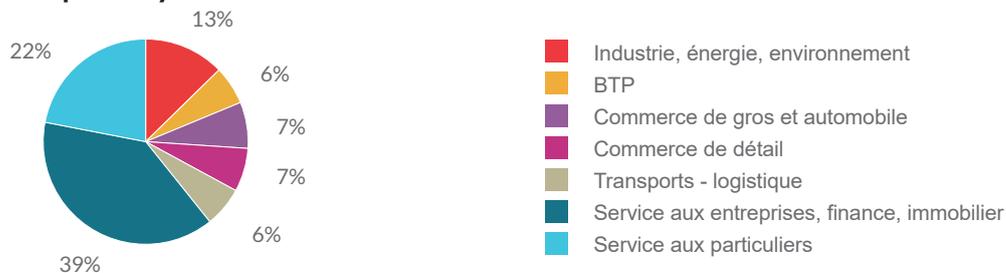
Toulouse et Rouen sont les deux métropoles qui comptent proportionnellement le plus d'emplois industriels : respectivement 18% et 15%. Les services aux entreprises, la finance et l'immobilier sont fortement surreprésentés à Paris : 47%. Viennent ensuite Nantes (40%) et

Lyon (39%). C'est à Nice et Montpellier que la part des emplois dans les services aux particuliers est la plus forte (32% et 29% des emplois salariés privés). C'est à Nice que le commerce de détail a le poids le plus important : 12%.

Répartition de l'emploi salarié privé par secteur d'activité

Source : Acoess-Urssaf 31-12-2018

Métropole de Lyon





13%
d'emplois
dans l'industrie

Emploi industriel

Toulouse Métropole concentre le plus d'emplois industriels. L'industrie aéronautique et spatiale y a un poids très important. Rouen arrive en deuxième position avec 15% d'emplois industriels. Ses plus fortes spécificités sont les industries pharmaceutique et chimique.

Ensuite, vient la métropole de Lyon, ses plus fortes spécificités industrielles sont également la pharmacie et la chimie. La fabrication de matériel de transport constitue également un secteur de poids du territoire.

En trois ans, l'emploi industriel a augmenté dans plusieurs métropoles, c'est notamment le cas de Lyon (+3%).

Emploi industriel

Source : Acoess-Urssaf 31-12-2016 et 2019

	Effectif	Part dans l'ensemble des emplois	Évolution en trois ans
TOULOUSE	64 203	18%	+7%
ROUEN	24 577	15%	-0,3%
LYON	76 915	13%	+3%
AIX-MARSEILLE	71 150	12%	+3%
BORDEAUX	33 363	10%	+5%
NANTES	29 771	10%	+6%
STRASBOURG	19 665	10%	-1%
LILLE	39 838	10%	-3%
MONTPELLIER	11 936	8%	+7%
NICE	11 759	8%	-2%
PARIS	224 866	6%	-0,5%

Emploi dans les services aux entreprises, la finance et l'immobilier

Le Grand Paris concentre le plus d'emplois dans les services aux entreprises, la finance et l'immobilier (47%). L'ensemble des segments y sont surreprésentés : audiovisuel, informatique, finance, immobilier, services supérieurs...

Nantes est la deuxième métropole en termes de poids de ces activités (40%). Ce sont les activités informatiques qui sont les plus spécifiques.

À Lyon, les services aux entreprises pèsent 39% de l'ensemble des emplois. Les points forts de la métropole sont : l'informatique, les télécommunications et les services intellectuels supérieurs (ingénierie, conseil, R&D...).

Les services aux entreprises créent des emplois dans l'ensemble des métropoles, la hausse la plus forte est enregistrée à Nantes et Montpellier (+17%).

Emploi dans les services aux entreprises, finance, immobilier

Source : Acoess-Urssaf 31-12-2016 et 2019

	Effectif	Part dans l'ensemble des emplois	Évolution en trois ans
PARIS	1 621 042	47%	+8%
NANTES	117 521	40%	+17%
LYON	235 201	39%	+12%
TOULOUSE	132 040	37%	+10%
LILLE	147 346	36%	+9%
BORDEAUX	110 571	35%	+14%
STRASBOURG	66 236	34%	+6%
MONTPELLIER	52 515	34%	+17%
AIX-MARSEILLE	182 194	31%	+7%
ROUEN	46 256	29%	+4%
NICE	39 979	26%	+4%

Définition

Les activités métropolitaines supérieures ont été identifiées par l'Insee comme un "ensemble d'activités économiques supérieures caractéristiques des métropoles françaises". Elles sont constituées de 4 segments : le high-tech industriel, le high-tech services, les services aux entreprises à forte intensité en connaissance et les services financiers. Les activités ont été sélectionnées en fonction de leur part globale de cadres et de la part des cadres des fonctions conception-recherche et prestations intellectuelles.

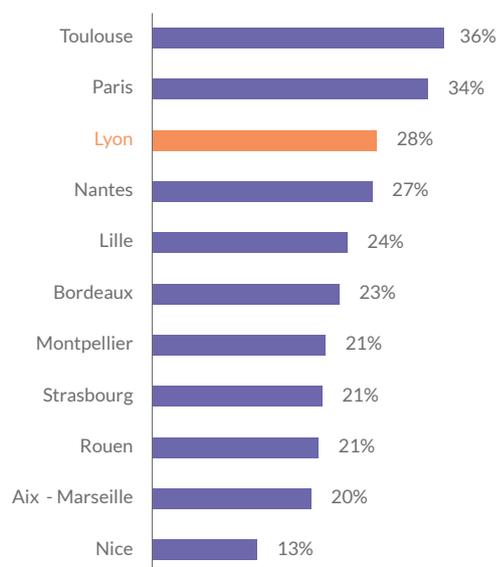
Activités métropolitaines supérieures

Les métropoles de Toulouse et de Paris sont celles qui concentrent le plus d'emplois dans les activités métropolitaines supérieures. À Toulouse, le "high-tech industriel" a un poids particulièrement élevé (13%). A Paris, les différents services sont surreprésentés.

À Lyon, les activités métropolitaines supérieures représentent 28% des emplois.

Part des activités métropolitaines supérieures dans l'emploi salarié privé

Source : Acoess-Urssaf 31-12-2019



Part des activités métropolitaines supérieures dans l'emploi salarié privé

Source : Acoess-Urssaf 31-12-2019

	High-tech industriel	High-tech services	Services aux entreprises à forte intensité en connaissance	Services financiers
TOULOUSE	13%	7%	13%	3%
PARIS	2%	8%	16%	8%
LYON	4%	6%	13%	5%
NANTES	2%	8%	11%	6%
LILLE	1%	5%	11%	6%
BORDEAUX	4%	5%	9%	9%
MONTPELLIER	1%	6%	9%	4%
STRASBOURG	2%	4%	8%	6%
ROUEN	6%	1%	8%	5%
AIX - MARSEILLE	3%	4%	9%	4%
NICE	2%	2%	6%	4%



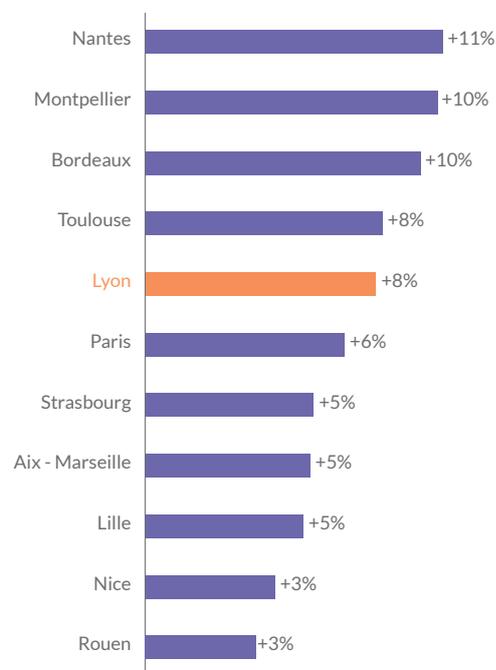
Évolution de l'emploi salarié privé

Aucune métropole n'a connu de diminution d'emploi ces trois dernières années. Nantes, Montpellier et Bordeaux affichent les plus fortes hausses. Avec +8% en 3 ans, Lyon se situe en cinquième position.

Dans la métropole de Lyon, l'ensemble des grands secteurs d'activité gagnent des emplois en trois ans. La plus forte hausse, à Lyon comme dans les autres métropoles, se situe dans les services aux entreprises, finance, immobilier. Les emplois progressent également de manière significative dans le BTP.

Évolution de l'emploi salarié privé en 3 ans

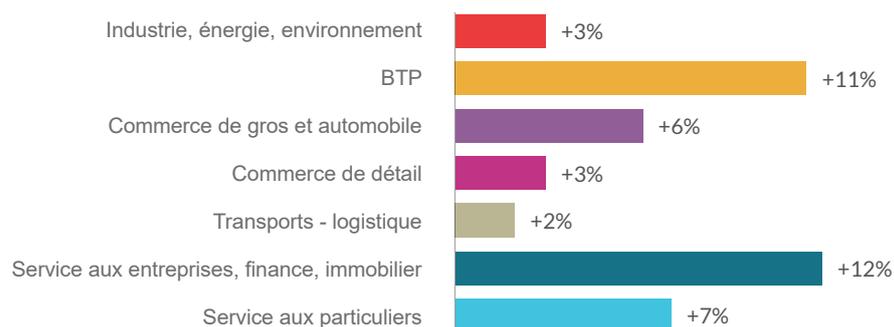
Source : Acoess-Urssaf 31-12-2016 et 2019



+43 350
emplois en 3 ans

Évolution de l'emploi salarié privé en 3 ans par secteur dans la Métropole de Lyon

Source : Acoess-Urssaf 31-12-2016 et 2019





Marché du travail

Définitions

Au numérateur du taux de chômage figure l'estimation du nombre de chômeurs, en moyenne trimestrielle (données CVS) ;

Au dénominateur, la population active, en moyenne trimestrielle, estimée au lieu de résidence (actifs ayant un emploi et chômeurs).

Taux de chômage

Avec 7,2% de chômeurs au 4^e trimestre 2020, la zone d'emploi de Lyon se situe 0,8 point en dessous de la moyenne nationale qui s'établit à 8,0%. Seule la zone d'emploi de Nantes présente un taux de chômage inférieur (6,5%). C'est à Montpellier et à Marseille-Aubagne que le taux de chômage est le plus élevé (10,4% et 10%). À noter que les zones d'emploi enregistrent soit un recul, soit de faibles hausses ce qui est surprenant compte tenu du contexte

de crise. Il s'agit, selon l'Insee d'une évolution en partie "trompe l'oeil", de nombreux demandeurs d'emploi ayant renoncé à chercher un emploi pendant le second confinement. Pour être chômeur au sens du BIT, il faut en effet avoir effectué une démarche de recherche d'emploi au cours des quatre dernières semaines et se déclarer disponible dans les deux semaines pour occuper un emploi.

Un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale

Taux de chômage par zone d'emploi - 4^e trimestre 2020 en %

Source : Insee, taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT





Définition

DEFM : Demandeurs d'emplois en fin de mois

- Catégorie A : tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et qui n'ont pas d'emploi.

- Catégories B et C : tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et qui ont une activité réduite.

- Catégorie D : non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...

- Longue durée : depuis un an et plus.

Demandeurs d'emploi

La situation de crise inédite vécue à compter de mars 2020 a eu un impact fort et immédiat sur le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi et ce malgré les mesures d'aides gouvernementales. Les effectifs de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C ont augmenté de 6,6% entre le 31-12-2019 et le 31-12-2020.

Tous les profils de demandeurs d'emploi sont en progression avec des hausses plus marquées pour les jeunes âgés de moins de 25 ans (+13,3% sur un an) et les chômeurs de longue durée (+13,9%). Fin 2020, les jeunes représentent 12,5% des demandeurs de catégories A, B et C (11,8% un an auparavant). Le nombre de personnes en recherche d'emploi depuis plus d'un an qui ne cesse de croître depuis des années enregistre un bond en 2020 et 47% des demandeurs d'emploi sont désormais éloignés durablement du marché de l'emploi (part en hausse de trois points par rapport à fin 2019).

Après une année 2019 très positive sur le front de l'emploi, la tendance est à la hausse du nombre de demandeurs d'emploi dans l'ensemble des zones d'emploi de comparaison en lien direct avec le recul soudain et massif et des opportunités d'embauche dans plusieurs secteurs.

Rouen, Lille et Marseille connaissent des augmentations plutôt contenues tandis que Toulouse et Paris connaissent les hausses qui ont été les plus marquées entre 2019 et 2020 (+9% et +8,2%).

Avec +6,3%, Lyon se situe au dessus du taux d'évolution national (+4,8%) et fait partie des 5 zones d'emploi dans lesquelles on observe les plus fortes hausses. 9700 demandeurs d'emploi supplémentaires sont dénombrés fin 2020 par rapport à fin 2019.

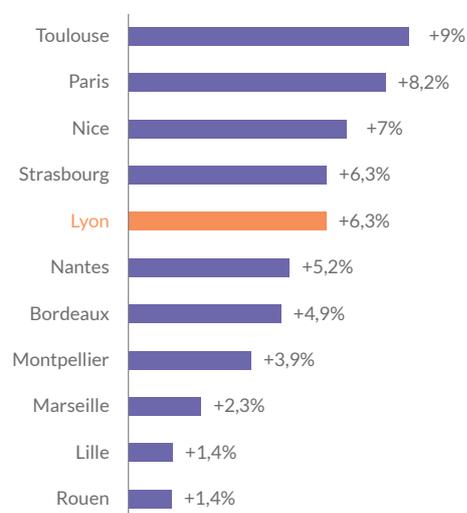
Caractéristiques des demandeurs d'emploi dans la Métropole de Lyon

Source : Pôle emploi - données brutes au 31-12-2020

	Nombre et % au 31-12-2020	Évolution en un an	Évolution en 3 ans
DEFM CAT ABC	134 714	+6,6%	+5,6%
- DE 25 ANS	13%	13,3%	+8,8%
50 ANS OU PLUS	22%	+6,1%	+10,7%
FEMMES	49%	+5,6%	+6,1%
LONGUE DURÉE	47%	+13,9%	+19,2%
DEFM CAT A	64%	+11,1%	+9,2%

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC par zone d'emploi entre 2019 et 2020

Source : Pôle emploi-Dares (nombre d'inscrits en moyenne sur le dernier trimestre)





Insertion

Les allocataires du revenu de solidarité active (RSA)

Cette part varie de 4,7% à Nice à 9,1% à Lille. Comme en 2018, la majorité des métropoles enregistrent des hausses du nombre de foyers allocataires du RSA sur l'année. On observe une hausse de 1,9% dans la métropole de Lyon. Cette évolution est deux fois moindre qu'à Strasbourg et équivalente à celle connue par Montpellier. Le nombre de foyers allocataires de la prime d'activité atteint quant à lui 105 535 fin 2019 soit une augmentation de 43% en un an. Cette forte hausse, commune à l'ensemble des métropoles provient essen-

tiellement des mesures gouvernementales prises suite à la crise des " gilets jaunes " de fin 2018 et qui avaient abaissé le seuil des ressources permettant d'accéder au complément de revenu que constitue la prime d'activité. Ces mesures qui ont permis un élargissement sensible du public bénéficiaire et ont instauré également une revalorisation du montant de la prime allouée.

Les allocataires du revenu de solidarité active (RSA)

Source : Cnaf au 31-12-2019

	Part de la population couverte par le RSA	Allocataires RSA	Évolution en un an	Allocataires prime d'activité	Évolution en un an
NICE	4,7%	13 160	-5,3%	37 000	+47,6%
NANTES	5,6%	19 252	+2,2%	52 768	+42,8%
BORDEAUX	5,9%	24 728	-0,9%	66 912	+41,2%
PARIS	6,1%	233 458	+0,3%	377 536	+40,7%
LYON	6,2%	41 673	+1,9%	105 535	+42,6%
TOULOUSE	6,5%	26 353	+1,5%	72 534	+38,2%
MONTPELLIER	6,7%	17 022	+2,0%	43 388	+42,1%
ROUEN	7,9%	19 143	+1,7%	38 392	+37,0%
STRASBOURG	8,1%	19 858	+4,2%	41 347	+37,6%
AIX-MARSEILLE	8,3%	73 874	-0,6%	137 696	+39,7%
LILLE	9,1%	50 658	-1,6%	93 916	+34,4%



Définition

Le foyer allocataire est composé du responsable du dossier et l'ensemble des autres ayants droit au sens de la réglementation en vigueur (conjoint, enfant(s) et autre(s) personne(s) à charge). En pratique, le terme "allocataire" est souvent utilisé à la place de "foyer allocataire". À partir de janvier 2016, la prime d'activité remplace le RSA activité et la prime pour l'emploi. Il n'existe plus qu'un type de RSA qui correspond à l'ancien RSA socle. La prime d'activité peut être couplée au RSA en cas de faibles revenus d'activités professionnelles. Elle vise à encourager la reprise ou la poursuite d'une activité professionnelle en apportant un complément de revenu aux travailleurs pauvres.

Fin 2020, 30% des foyers allocataires du RSA sont des familles monoparentales.

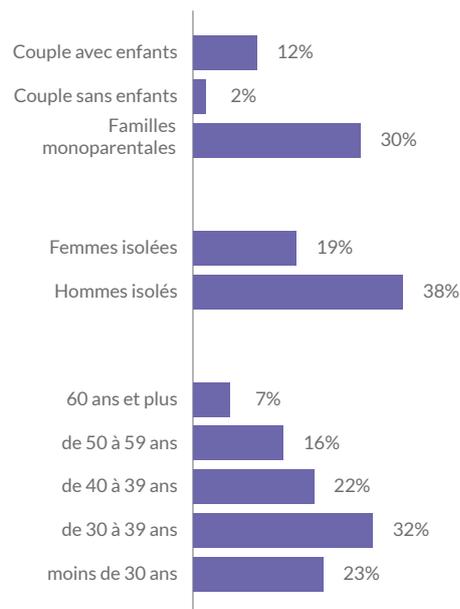
Plus globalement, les familles avec enfant(s) représentent 42% des foyers allocataires du RSA.

Les hommes isolés demeurent le profil majoritaire dans le dispositif RSA (38% des allocataires) et leur part est deux fois plus élevée que celle des femmes isolées. Enfin, les 30 - 39 ans sont de loin les plus représentés parmi les allocataires du RSA avec un tiers des foyers bénéficiaires.

La crise de 2020 a eu un impact sur les allocataires du RSA dont le nombre a bondi de 8,9% entre le 31-12-2019 et le 31-12-2020 dans la métropole de Lyon. Les plus fortes hausses s'observent pour les allocataires âgés de 65 ans ou plus dont l'effectif reste néanmoins faible (+16% en un an et 680 foyers allocataires fin 2020), les 25 - 29 ans, les personnes seules et les foyers présents dans le dispositif depuis plus de deux ans. L'afflux d'allocataires récemment entrés dans le RSA (depuis 6 mois ou moins) est illustratif du recul des opportunités d'emplois et de la "bascule" dans le RSA d'un certain nombre de demandeurs d'emploi arrivés en fin de droit courant 2020.

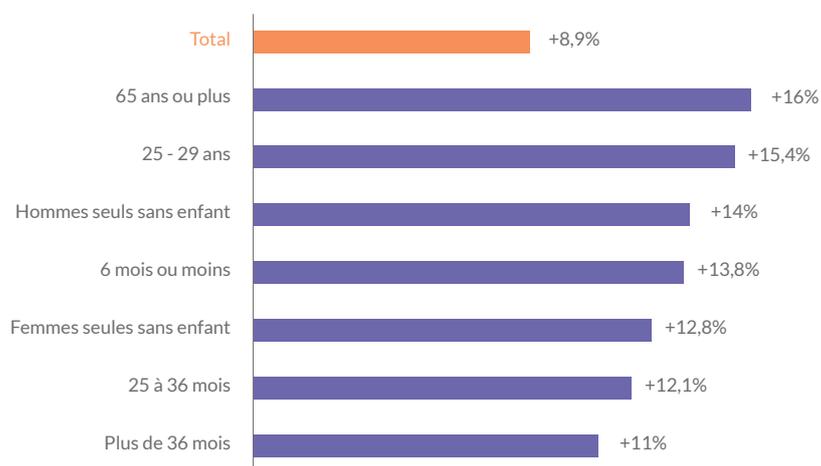
Profil des allocataires du revenu de solidarité active (RSA) et de la prime d'activité dans la Métropole de Lyon

Source : Caf du Rhône au 31-12-2020



Plus fortes hausses observées du nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA) dans la métropole de Lyon en 2020

Source : Caf du Rhône au 31-12-2020



Entreprises

Définition

Quatre catégories d'entreprises sont définies pour les besoins de l'analyse statistique et économique. Pour déterminer la catégorie à laquelle une entreprise appartient on utilise : l'effectif, le chiffre d'affaires et le total du bilan. Ici nous avons utilisé le seul critère d'effectif

- les petites et moyennes entreprises (PME) occupent moins de 250 personnes. Parmi elles les micro-entreprises occupent moins de 10 personnes

- les entreprises de taille intermédiaire (ETI) occupent entre 250 et 4 999 personnes

- les grandes entreprises occupent plus de 5 000 personnes.

Paris compte proportionnellement le plus d'entreprises sans salarié, mais le moins de sièges de micro-entreprises de 1 à 9 salariés. C'est l'inverse à Toulouse.

Les PME de 10 à 249 salariés sont les plus nombreuses à Nantes et Rouen. Les métropoles qui comptent le plus de sièges d'ETI (entre 250 et

4 999 salariés) sont Lille, Nantes et Paris. À Nice, seules 0,07% des entreprises sont sièges d'ETI. Cinq métropoles n'ont pas de sièges de grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) : Bordeaux, Montpellier, Nantes, Nice et Rouen. Lille compte 11 sièges d'entreprises de plus de 5 000 salariés.

Répartition du nombre de sièges sociaux selon la taille de l'entreprise

Source : Insee-REE dénombrement des entreprises 31-12-2017 (statut de sociétés commerciales)

	0 salarié	1 à 9 salariés	10 à 249 salariés	250 à 4 999 salariés	5 000 salariés et plus
AIX-MARSEILLE	58%	35%	6,5%	0,168%	4
BORDEAUX	56%	35%	8,7%	0,204%	0
LILLE	58%	33%	9,1%	0,385%	11
LYON	55%	36%	8,6%	0,288%	6
MONTPELLIER	60%	33%	6,4%	0,140%	0
NANTES	54%	35%	10,5%	0,348%	0
NICE	60%	34%	5,8%	0,082%	0
PARIS	64%	29%	6,7%	0,346%	71
ROUEN	53%	36%	10,2%	0,327%	0
STRASBOURG	55%	35%	9,3%	0,291%	1
TOULOUSE	52%	38%	9,5%	0,310%	3

150 700

établissements

Nombre d'établissements publics et privés

Source : Insee-REE 31-12-2018 et Acoiss-Urssaf 31-12-2019

	Nombre total d'établissements	Établissements employeurs du secteur privé
PARIS	1 018 326	297 295
AIX-MARSEILLE	205 862	59 260
LYON	150 699	49 676
LILLE	96 219	29 727
BORDEAUX	89 017	27 524
TOULOUSE	77 691	25 792
NICE	77 469	20 864
NANTES	60 150	20 201
MONTPELLIER	58 499	16 221
STRASBOURG	46 789	16 644
ROUEN	35 729	12 536



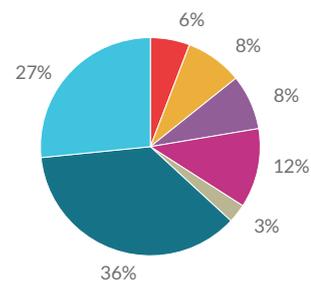
Répartition des établissements par secteur d'activité

Paris est la métropole avec la plus forte part d'établissements (employeurs du secteur privé) dans les services aux entreprises, la finance et l'immobilier (43%) et celle où il y a le moins d'établissements dans les services aux particuliers (25%).

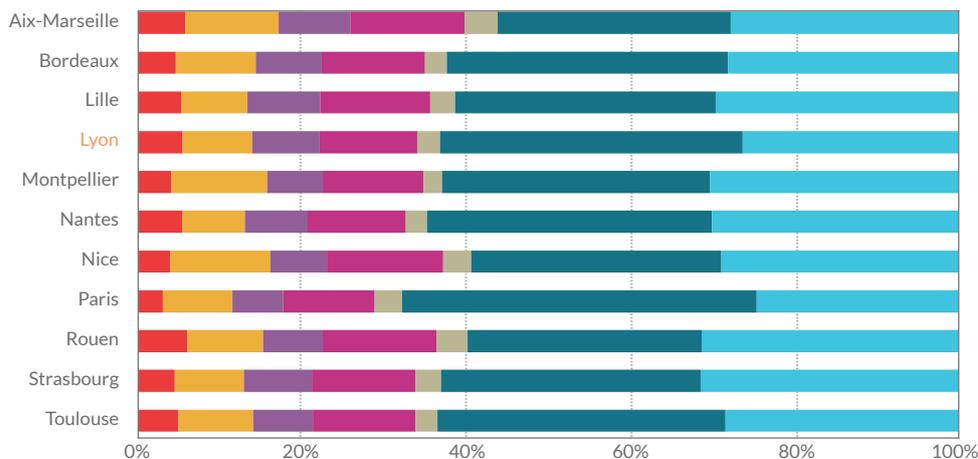
Répartition des établissements par secteur d'activité

Source : Acoess-Urssaf 31-12-2019 (établissements employeurs du secteur privé)

Métropole de Lyon



36%
d'établissements
dans les services
aux entreprises

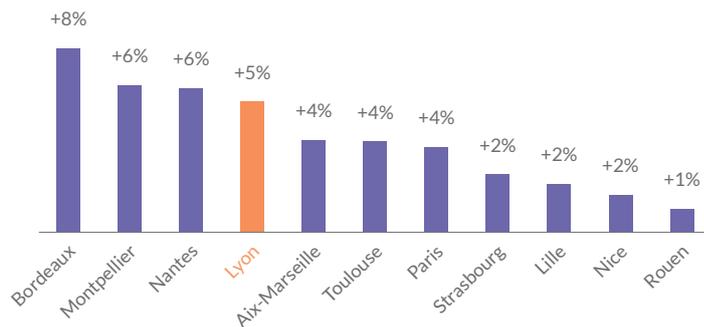


Évolution du nombre d'établissements

Entre 2016 et 2019, le nombre d'établissements employeurs du secteur privé n'a diminué dans aucune métropole. C'est à Bordeaux que la progression est la plus forte. Avec +5%, Lyon se situe en quatrième position.

Évolution du nombre d'établissements en 3 ans

Source : Acoess-Urssaf 31-12-2016 et 2019 (établissements employeurs du secteur privé)





28 920
créations
d'entreprise
en 2020

15%
d'entreprises
à capitaux
étrangers

Création d'entreprises

28 920 entreprises ont été créées dans la métropole de Lyon en 2020. C'est à Bordeaux que le taux de création est le plus élevé. En trois ans, le nombre de créations a fortement augmenté dans l'ensemble des métropoles, les hausses les plus fortes étant à Rouen, Toulouse et Lille.

Création d'entreprises

Source : Insee-REE

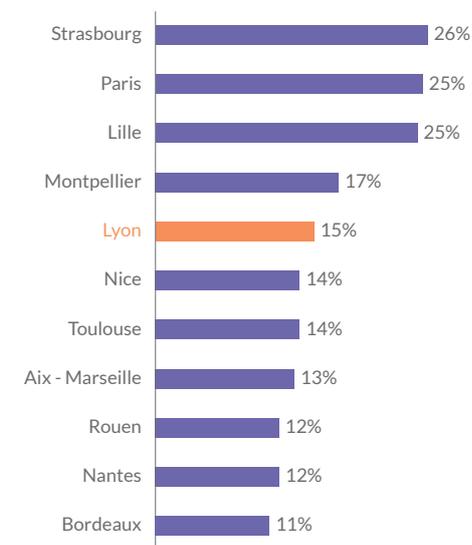
	Nombre de création en 2020	Taux de création	Évolution en 3 ans
TOULOUSE	15 208	21%	+55%
LYON	28 918	20%	+48%
LILLE	16 678	20%	+54%
BORDEAUX	15 999	20%	+33%
ROUEN	5 700	19%	+59%
MONTPELLIER	10 245	19%	+43%
NANTES	9 847	19%	+51%
PARIS	175 339	18%	+35%
AIX-MARSEILLE	31 158	17%	+50%
STRASBOURG	6 942	17%	+41%
NICE	11 213	15%	+41%

Entreprises à capitaux étrangers

Strasbourg Eurométropole, le Grand Paris et la Métropole européenne de Lille se situent largement devant les autres agglomérations en termes d'entreprises à capitaux étrangers. En effet, celles-ci représentent au moins un quart de l'ensemble des sociétés (détenues par au moins un actionnaires doté de la personnalité morale, quel que soit le nombre de salariés). La Métropole de Lyon se classe en cinquième position avec une part de 15%.

Part de sociétés à capitaux étrangers en 2021

Source : Bureau van Dijk-Diane (Sociétés ayant au moins une personne morale comme actionnaire, CA>100k€, actionnaire étranger détenant au moins un tiers du capital)

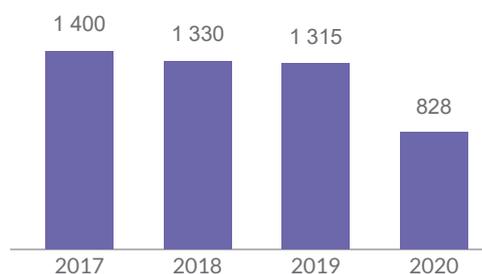


Procédures collectives

Le nombre de défaillances prononcées par le Tribunal de commerce de Lyon a fortement diminué en 2020. Ces résultats très positifs malgré la crise s'expliquent à la fois par les mesures de soutien gouvernementales et par une activité réduite des tribunaux de commerce.

Nombre d'ouvertures de procédures collectives

Source : Tribunal de commerce de Lyon





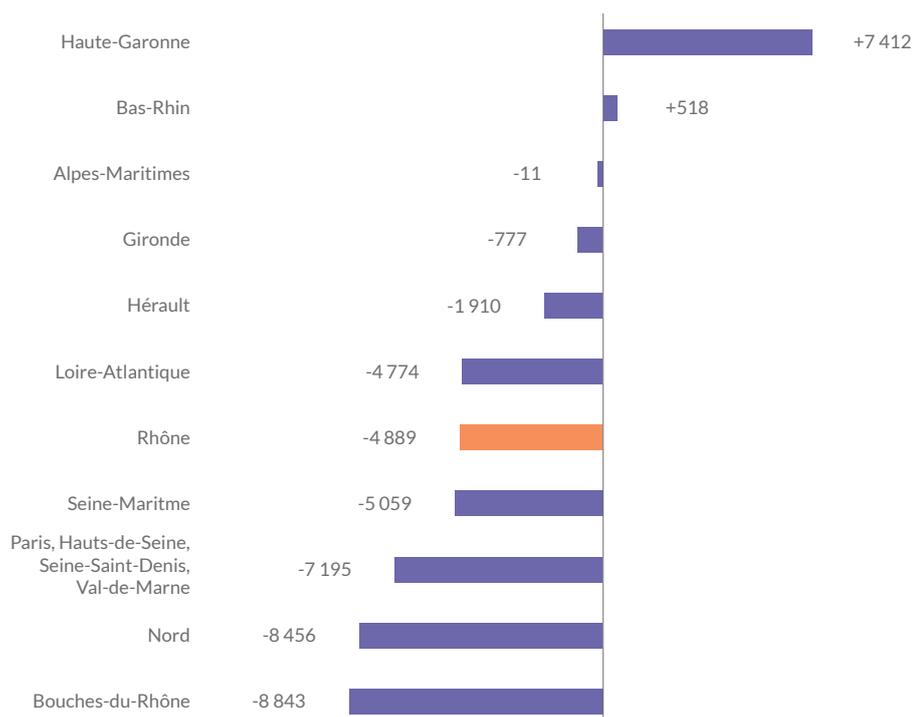
Commerce extérieur

En 2020 dans le Rhône, le volume des importations a diminué de 12% et celui des exportations a baissé de 8%. Le déficit commercial est passé de -6,1 milliards d'euros en 2019 à - 4,9 milliards d'euros en 2020.

Le solde commercial de la Haute-Garonne reste très largement positif en 2020 : + 7,4 milliards d'euros.

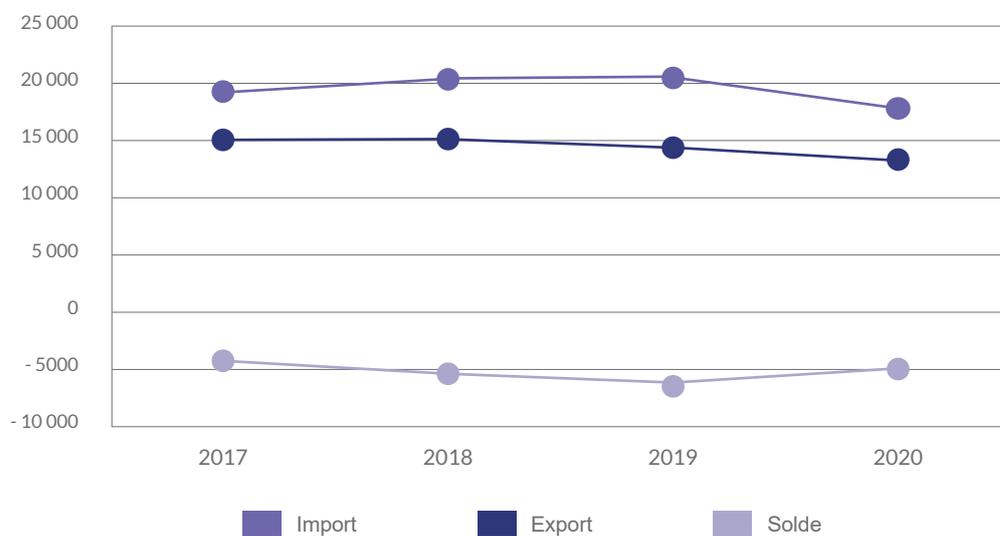
Solde commercial 2018 des départements où sont situées les métropoles

Source : Douanes



Commerce extérieur du Rhône (en M€)

Source : Douanes



Immobilier d'entreprise

Immobilier d'entreprise dans l'agglomération lyonnaise

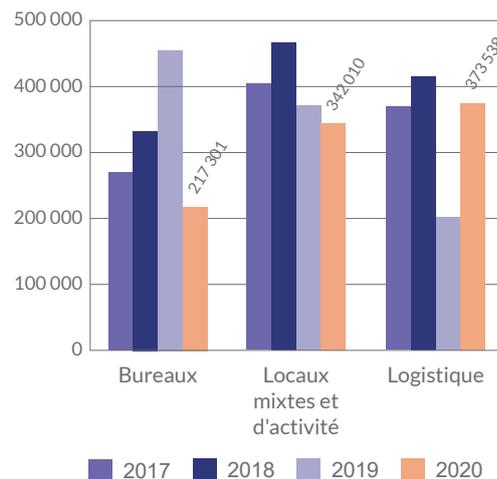
En 2020, le marché des bureaux a subi une forte baisse : le nombre de m² placés a diminué de moitié et s'est établi à 217 300 m². Le marché logistique a quant à lui progressé et retrouvé les niveaux de 2017 et 2018.

Le marché des locaux d'activité enregistre une diminution de 7% et s'élève à 342 000 m².

Demande placée en bureaux divisé par 2

Demande placée d'immobilier d'entreprise en région lyonnaise (en m²)

Source : CecimObs



Prix moyen des transactions en 2020 (HT/m²)

Source : Cecim

	Location		Vente util.	
	ancien	neuf	ancien	neuf
BUREAUX	166 €	-	2 172 €	-
ACTIVITÉ + MIXTES	-	91 €	-	1 039 €
LOGISTIQUE	-	-	187 €	-

Immobilier de bureaux dans les principales métropoles françaises

La plupart des métropoles ont subi une forte diminution du volume de transactions de bureaux en 2020. Certaines villes résistent mieux (Aix-Marseille, Nice), Strasbourg enregistre même une hausse de 16% en un an.

Demande placée en bureaux en 2020

Source : BNP Paribas Real Estate - JLL - CBRE

	2020	Évolution en un an
ILE-DE-FRANCE	1 300 000	-45%
LYON	217 000	-52%
LILLE	139 000	-46%
AIX-MARSEILLE	137 000	-1%
BORDEAUX	123 000	-39%
NANTES	87 000	-30%
STRASBOURG	75 000	+16%
MONTPELLIER	73 000	-32%
TOULOUSE	63 000	-51%
NICE / SOPHIA ANTIPOLIS	61 000	-4%
ROUEN	nc	nc



Enseignement supérieur

+10%
entre la rentrée
de 2015 et celle
de 2018

Étudiants

Montpellier et Toulouse sont les deux métropoles qui comptent le plus d'étudiants dans leur population : respectivement 16% et 15%. En queue de classement : Aix-Marseille avec seulement 5% d'étudiants parmi sa population. Le nombre d'étudiants inscrits est en progression dans l'ensemble des métropoles. Les plus fortes hausses s'observent à Bordeaux, Lyon et Nantes.

170 580 étudiants sont inscrits dans la Métropole de Lyon, ils représentent 12% de la population. 56% d'entre eux étudient à l'université, 9% sont inscrits dans des écoles de commerce et 7% en écoles d'ingénieurs. En 3 ans, le nombre d'étudiants inscrits a augmenté de 10%.

Nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur

Source : Mesri et Insee-RP 2018

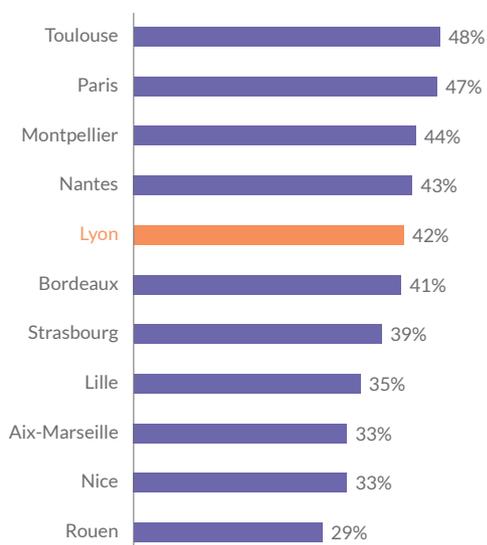
	2018 - 2019	Part dans la population	Évolution en 3 ans
MONTPELLIER	79 374	16%	+5%
TOULOUSE	114 314	15%	+5%
STRASBOURG	65 986	13%	+9%
BORDEAUX	104 809	13%	+14%
LYON	170 577	12%	+10%
LILLE	122 502	10%	+6%
NANTES	61 983	9%	+10%
ROUEN	45 262	9%	+2%
PARIS	578 423	8%	+8%
NICE	37 897	7%	+4%
AIX-MARSEILLE	97 738	5%	+5%

Diplômés de l'enseignement supérieur

Toulouse Métropole et le Grand Paris comptent le plus de diplômés de l'enseignement supérieur dans la population. La Métropole de Lyon se situe en cinquième position. C'est à Rouen qu'ils sont les moins nombreux.

Part des diplômés de l'enseignement supérieur dans la population non scolarisée de 15 ans ou plus

Source : Insee-RP 2017

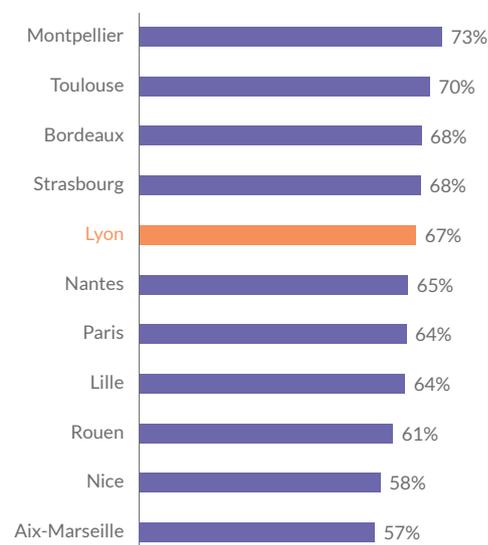


Les 18-24 ans en cours d'études

C'est à Montpellier qu'il y a le plus de jeunes de 18 à 24 ans qui suivent des études (73%). C'est à Aix-Marseille qu'ils sont les moins nombreux (57%).

Part des personnes en cours d'études dans les 18-24 ans

Source : Insee-RP 2017





Tourisme

Définition

Taux d'occupation : rapport entre le nombre de chambres vendues et le nombre de chambres disponibles par les hôtels.

18 240
chambres

38 380
emplois salariés
liés au tourisme

Offre hôtelière en 2021

Lyon se situe au troisième rang derrière Paris et Aix-Marseille concernant l'offre d'hébergement touristique mesurée en nombre de chambres. En revanche, la Métropole de Lyon est en septième position pour le nombre de chambres rapporté à la population.

Offre hôtelière en 2021

Source : Insee

	Hôtels et résidences de tourisme	Chambres	Nombre de chambres pour 1000 habitants
NICE	309	14 457	26,8
PARIS	2 149	134 652	19,0
STRASBOURG	140	9 186	18,4
BORDEAUX	187	12 899	16,1
TOULOUSE	169	11 557	14,8
MONTPELLIER	108	6 469	13,4
LYON	253	18 242	13,0
NANTES	132	8 254	12,6
AIX-MARSEILLE	383	21 206	11,2
LILLE	126	8 622	7,3
ROUEN	67	3 211	6,5

Aéroports

En 2020, les plus grands aéroports français ont subi une chute de leur trafic de l'ordre de 70%.

Aéroports : nombre de passagers (en million)

Source : aéroports

	2020	Évolution en 1 an
PARIS - CHARLES DE GAULLE	22,3	-70,8%
PARIS - ORLY	10,8	-66,1%
NICE - CÔTE D'AZUR	4,6	-68,4%
LYON - SAINT EXUPÉRY	3,6	-69,7%
MARSEILLE - PROVENCE	3,3	-67,0%

Demande hôtelière dans le Grand Lyon

Le secteur de l'hôtellerie fait partie des secteurs les plus touchés par la crise du Covid-19. Les indicateurs de résultats se sont fortement dégradés en 2020.

Demande hôtelière dans le Grand Lyon

Source : MKG Hospitality

	2018	2019	2020
TAUX D'OCCUPATION	70,2%	71,7%	32,9%
REVENU MOYEN PAR CHAMBRE DISPONIBLE	58,5 €	62,7 €	26,0 €

Emplois liés au tourisme

Avec 13% de ses emplois liés au tourisme, Nice devance de loin les autres métropoles françaises. Le Grand Paris arrive en deuxième position. Avec une part de 6%, Lyon fait partie des métropoles où le poids des emplois touristiques est le plus faible.

Part des emplois liés au tourisme

Source : Acoess-Urssaf au 31-12-2018 (nomenclature des activités touristiques : DGE)

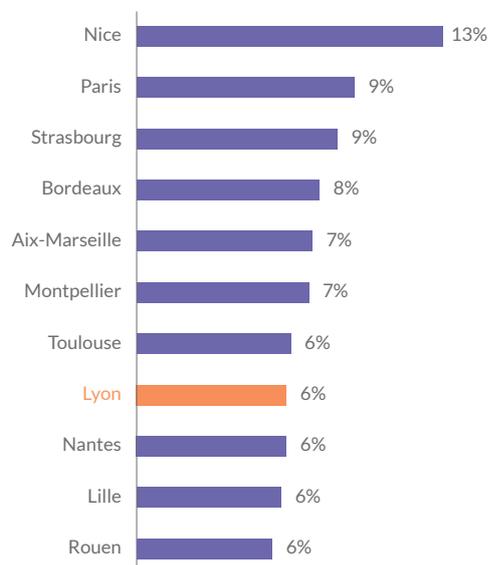




Tableau récapitulatif des indicateurs

	Paris Métropole du Grand Paris	Aix- Marseille Métropole d'Aix-Marseille- Provence	Lyon Métropole de Lyon	Lille Métropole européenne de Lille	Bordeaux Métropole	Toulouse Toulouse Métropole	Nantes Nantes Métropole	Nice Métropole Nice Côte d'Azur	Strasbourg EuroMétropole de Strasbourg	Rouen Métropole Rouen Normandie	Montpellier Métropole Méditerranée
DÉMOGRAPHIE											
Population en 2017	7 057 905	1 878 061	1 385 927	1 170 630	791 958	771 132	646 522	537 999	494 089	489 844	472 217
Évolution annuelle 2012-2017	+0,3%	+0,4%	+0,9%	+0,4%	+1,4%	+1,2%	+1,4%	+0,0%	+0,6%	+0,0%	+1,7%
Évolution annuelle due au solde migratoire	-0,6%	-0,1%	+0,0%	-0,4%	+1,0%	+0,5%	+0,8%	-0,2%	-0,0%	-0,4%	+1,0%
Indice de jeunesse 2017	1,2	0,9	1,2	1,4	1,1	1,2	1,2	0,7	1,1	1,0	1,1
Taux de dépendance économique 2017	64%	77%	71%	72%	65%	61%	69%	83%	68%	75%	67%
EMPLOI											
Part des emplois salariés dans la sphère productive privée 31-12-2018	37%	33%	39%	33%	30%	39%	36%	21%	33%	29%	26%
Part des emplois salariés dans la sphère présentielle privée 31-12-2018	43%	44%	41%	42%	45%	37%	43%	53%	43%	41%	45%
Part des emplois salariés dans la sphère publique 31-12-2018	19%	23%	21%	24%	25%	24%	21%	26%	24%	30%	29%
Part de l'économie sociale dans l'ensemble des emplois salariés 31-12-2017	8%	10%	10%	11%	11%	8%	12%	9%	12%	11%	12%
Part des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi total 2017	25%	12%	18%	13%	13%	19%	16%	9%	13%	8%	14%
Part de la conception-recherche dans l'emploi total 2017	5%	3%	5%	3%	4%	8%	5%	2%	4%	2%	5%
Évolution des emplois de la conception-recherche entre 2012 et 2017	+7%	+11%	+13%	+22%	+15%	+8%	+20%	-2%	+5%	+1%	+19%
Nombre d'emplois salariés privés 31-12-2019	3 468 700	589 800	606 300	411 400	319 500	358 400	291 500	154 800	194 300	158 800	156 600
Industrie, énergie, environnement	6%	12%	13%	10%	10%	18%	10%	8%	10%	15%	8%
BTP	5%	7%	6%	6%	7%	7%	6%	8%	6%	8%	7%
Commerce de gros et automobile	6%	6%	7%	7%	6%	5%	7%	6%	8%	7%	7%
Commerce de détail	7%	10%	7%	10%	9%	6%	7%	12%	8%	8%	9%
Transports - logistique	7%	9%	6%	7%	8%	7%	8%	8%	8%	9%	6%
Services aux entreprises, finance, immobilier	47%	31%	39%	36%	35%	37%	40%	26%	34%	29%	34%
Services aux particuliers	21%	25%	22%	24%	24%	21%	21%	32%	26%	23%	29%
Évolution de l'emploi en 3 ans	+6%	+5%	+8%	+5%	+10%	+8%	+11%	+3%	+5%	+3%	+10%
Évolution de l'emploi industriel en 3 ans	-0,5%	+1%	+3%	-3%	+5%	+7%	+6%	-2%	-1%	-0,3%	+7%
Évolution de l'emploi dans les services aux entreprises, finance, immobilier en 3 ans	+8%	+7%	+12%	+9%	+14%	+10%	+17%	+4%	+6%	+4%	+17%
Part des activités métropolitaines supérieures (AMS)	34%	20%	28%	24%	23%	36%	27%	13%	21%	21%	21%
High-tech industriel (HTI)	2%	3%	4%	1%	4%	13%	2%	2%	2%	6%	1%
High-tech services (HTS)	8%	4%	6%	5%	5%	7%	8%	2%	4%	1%	6%
Services aux entreprises à forte intensité en connaissance (Sefic)	16%	9%	13%	11%	9%	13%	11%	6%	8%	8%	9%
Services financiers (SF)	8%	4%	5%	6%	6%	3%	6%	4%	6%	5%	4%



	Paris Métropole du Grand Paris	Aix- Marseille Métropole d'Aix-Marseille- Provence	Lyon Métropole de Lyon	Lille Métropole européenne de Lille	Bordeaux Bordeaux Métropole	Toulouse Toulouse Métropole	Nantes Nantes Métropole	Nice Métropole Nice Côte d'Azur	Strasbourg EuroMétropole de Strasbourg	Rouen Métropole Rouen Normandie	Montpellier Métropole Méditerranée
MARCHÉ DU TRAVAIL											
Taux de chômage (zones d'emploi - 4 ^e trimestre 2020)	7,8%	10,0%*	7,2%	7,4%	7,4%	8,2%	6,5%	8,9%	7,6%	8,6%	10,4%
Évolution en un an DEFM ABC (zones d'emploi)	+8,2%	+2,3%*	+6,3%	+1,4%	+4,9%	+9,0%	+5,2%	+7,0%	+6,3%	+1,4%	+3,9%
INSERTION											
Part de la population couverte par le RSA 31-12-2019	6,1%	8,3%	6,2%	9,1%	5,9%	6,5%	5,6%	4,7%	8,1%	7,9%	6,7%
Allocataires RSA	233 458	73 874	41 673	50 658	24 728	26 353	19 252	13 160	19 858	19 143	17 022
Évolution en un an	+0,3%	-0,6%	+1,9%	-1,6%	-0,9%	+1,5%	+2,2%	-5,3%	+4,2%	+1,7%	+2,0%
Allocataires prime d'activité	377 536	137 696	105 535	93 916	66 912	72 534	52 768	37 000	41 347	38 392	43 388
Évolution en un an	+40,7%	+39,7%	+42,6%	+34,4%	+41,2%	+38,2%	+42,8%	+47,6%	+37,6%	+37,0%	+42,1%
ENTREPRISES											
Nombre total d'établissements 31-12-2018	1 018 326	205 862	150 699	96 219	89 017	77 691	60 150	77 469	46 789	35 729	58 499
Établissements employeurs du secteur privé 31-12-2019	297 295	59 260	49 676	29 727	27 524	25 792	20 201	20 864	16 644	12 536	16 221
Industrie, énergie, environnement	3%	6%	6%	6%	5%	5%	6%	4%	5%	6%	4%
BTP	8%	11%	8%	8%	10%	9%	8%	12%	8%	9%	12%
Commerce de gros et automobile	6%	9%	8%	9%	8%	7%	8%	7%	8%	7%	7%
Commerce de détail	11%	14%	12%	13%	12%	12%	12%	14%	13%	14%	12%
Transports - logistique	3%	4%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	4%	2%
Services aux entreprises, finance, immobilier	43%	28%	36%	31%	34%	35%	34%	30%	31%	28%	32%
Services aux particuliers	25%	28%	27%	30%	28%	29%	30%	29%	32%	32%	31%
Évolution du nombre d'établissements en 3 ans	+4%	+4%	+5%	+2%	+8%	+4%	+6%	+2%	+2%	+1%	+6%
Sièges de sociétés de :											
0 salarié 31-12-2018	64%	58%	55%	58%	56%	52%	54%	60%	55%	53%	60%
de 1 à 9 salariés	29%	35%	36%	33%	35%	38%	35%	34%	35%	36%	33%
de 10 à 249 salariés	7%	7%	9%	9%	9%	9%	10%	6%	9%	10%	6%
de 250 à 4 999 salariés	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
de 5 000 salariés et plus	71	4	6	11	0	3	0	0	1	0	0
Nombre de créations 2020	175 339	31 158	28 918	16 678	15 999	15 208	9 847	11 213	6 942	5 700	10 245
Taux de création	18%	17%	20%	20%	20%	21%	19%	15%	17%	19%	19%
Évolution du nombre de créations en 3 ans	+35%	+50%	+48%	+54%	+33%	+55%	+51%	+41%	+41%	+59%	+43%
Part de sociétés à capitaux étrangers en 2021	25%	13%	15%	25%	11%	14%	12%	14%	26%	12%	17%
Solde commercial des départements 2020 (M€)	-7 195	-8 843	-4 889	-8 456	-777	+7 412	-4 774	-11	+518	-5 059	-1 910

* Aix-en-Provence ne fait pas partie de la zone d'emploi de Marseille-Aubagne.



	Paris Métropole du Grand Paris	Aix- Marseille Métropole d'Aix-Marseille- Provence	Lyon Métropole de Lyon	Lille Métropole européenne de Lille	Bordeaux Métropole	Toulouse Métropole	Nantes Métropole	Nice Métropole Nice Côte d'Azur	Strasbourg EuroMétropole de Strasbourg	Rouen Métropole Rouen Normandie	Montpellier Métropole Méditerranée
IMMOBILIER D'ENTREPRISE											
Demande placée en bureaux en 2020	1 300 000*	137 000	217 000	139 000	123 000	63 000	87 000	610 000**	75 000	nc	73 000
Évolution en un an	-45%	-1%	-52%	-46%	-39%	-51%	-30%	-4%	+16%	nc	-32%
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR											
Étudiants inscrits 2018-2019	578 423	97 738	170 577	122 502	104 809	114 314	61 983	37 897	65 986	45 262	79 374
Part dans la population	8%	5%	12%	10%	13%	15%	9%	7%	13%	9%	16%
Évolution en 3 ans	+8%	+5%	+10%	+6%	+14%	+5%	+10%	+4%	+9%	+2%	+5%
Part des diplômés de l'enseignement supérieur dans la population en 2017	47%	33%	42%	35%	41%	48%	43%	33%	39%	29%	44%
Part des personnes en cours d'études dans les 18-24 ans en 2017	64%	57%	67%	64%	68%	70%	65%	58%	68%	61%	73%
TOURISME											
Hôtels et résidences de tourisme en 2021	2 149	383	253	126	187	169	132	309	140	67	108
Chambres	134 652	21 206	18 242	8 622	12 899	11 557	8 254	14 457	9 186	3 211	6 469
Nombre de chambres pour 1000 habitants	19	11	13	7	16	15	13	27	18	7	13
Part des emplois salariés liés au tourisme en 2019	9%	7%	6%	6%	8%	6%	6%	13%	9%	6%	7%

* Île-de-France

** Nice / Sophia Antipolis

Chiffres clés de la métropole de Lyon

▶
1 385 927

habitants en 2017

Insee-RP, 2017

▶
606 300

emplois salariés privés

Acooss-Urssaf, fin décembre 2019

▶
7,2%

taux de chômage

Insee, 4^e trimestre 2020

Les travaux de l'Observatoire partenarial lyonnais en économie sont l'expression d'un partenariat entre :

la Métropole de Lyon,
la Ville de Lyon,
la CCI de Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne,
le Medef Lyon-Rhône,
l'Université de Lyon,
la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône,
la CPME,
Pôle Emploi,
l'Aderly,
le Cecim,
Vienne Condrieu Agglomération,
le Pôle métropolitain,
Onlylyon Tourisme et Congrès et
l'Agence d'Urbanisme de l'aire métropolitaine Lyonnaise.

En association avec :

le Sgar,
l'INSEE,
la Banque de France,
l'Urssaf,
la Caisse des Dépôts et Consignations et
la Direccte du Rhône.

Directeur de publication : **Damien Caudron**
Référente : **Sophie-Anne Carrolaggi** - sa.carrolaggi@urbalyon.org

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers
et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme



Agence d'Urbanisme de l'aire
métropolitaine lyonnaise

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient
69326 Lyon Cedex 3
Tél. : +33(0)4 81 92 33 00
www.urbalyon.org

La réalisation de ce rapport a été permise par la mutualisation
des moyens engagés par les membres de l'Agence d'urbanisme